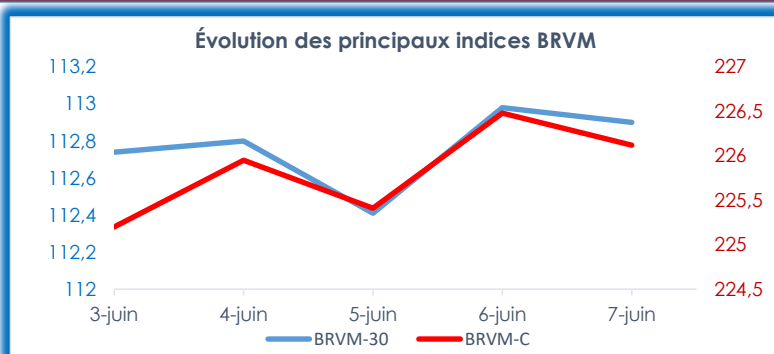


DONNÉES DU MARCHÉ



Plus fortes hausses

Titres	Séance du 31-mai-24	Séance du 7-juin-24	Var. en %
BICI CI	8 605	10 000	16,2%
ORAGROUP TOGO	1 800	1 990	10,6%
SOGB CI	3 125	3 395	8,6%
UNIWAX CI	375	400	6,67%
TOTAL SENEGAL	2 200	2 345	6,59%

Évolution du marché des actions de la BRVM sur la semaine

Indicateurs	31-mai-24	7-juin-24	Var. en %
Capitalisation boursière	8 311 963 995 572	8 208 259 174 164	▼ -1,25%
Val. échangée	2 342 840 334	1 956 740 635	▼ -16,48%
Nbre de titres échangés	4 028 205	2 585 881	▼ -35,8%
BRVM-C	225,29	226,12	▲ 0,37%
BRVM-30	112,82	112,90	▲ 0,07%

Plus fortes baisses

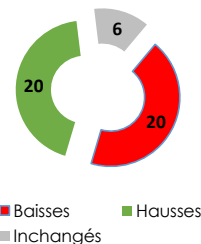
Titres	Séance du 31-mai-24	Séance du 7-juin-24	Var. en %
AIR LIQUIDE CI	645	580	-10,07%
ETI TOGO	17	16	-5,88%
VIVO ENERGY CI	775	730	-5,80%
CORIS BANK INT. BF	10 400	10 000	-3,84%
BOLLORE CI	1 430	1 375	-3,84%

Source : brvm.org

TOP 5 des titres les plus actifs sur la semaine

En termes de valeur		En termes de volume	
Titres	Valeurs des transactions en FCFA	Titres	Nombre de titres transigés
SITAB CI	268 221 805	ETI TOGO	2 096 015
NESTLE CI	244 468 225	MOVIS CI	55 270
SONATEL	162 996 935	SITAB CI	39 281
ONATEL BF	96 515 405	ONATEL BF	35 267
SODE CI	96 367 775	UNIWAX CI	33 042

Évolution générale des titres



Marchés étrangers (Afrique)				Cours des matières premières		
Indices	31-mai-24	7-juin-24	Var. en %	Matières premières	7-juin-24	Var. 1Janv
GHANA GSE-CI	3 753,69	3 772,10	▲ 0,5%	Pétrole BRENT USD/Baril	78,36	-0,3%
NIGERIA NSE	99 300,38	99 221,14	▼ -0,1%	Cacao USD/Tonne	9 775,00	133,0%
KENYA NSE	112,98	114,60	▲ 1,4%	Sucre USD/lb	18,78	-8,7%
TUNISIE TUNINDEX	9 487,79	9 592,97	▲ 1,1%	Coton USD/lb	73,15	-9,7%
MAROC MASI	13 310,40	13 197,04	▼ -0,9%	Caoutchouc USD/kg	2,18	30,5%

Source : Bloomberg / ABC Bourse / African markets / Investing.com

Semaine 23 : "La croissance se maintient en juin"

Le marché a réussi à rester en territoire positif à l'issue de la première semaine de cotation de juin, marquant ainsi cinq hausses consécutives depuis la semaine du 10 mai.

L'indice BRVM Composite a augmenté de 0,37% pour atteindre 226,12 points, repoussant ainsi son plafond de six ans, avec 20 titres en hausse contre 17 en baisse. Les performances remarquables des actions de SOCIÉTÉ GÉNÉRALE CI (+4,61% à 20 295 FCFA), BICICI (+16,21% à 10 000 FCFA) et SIB CI (+5,08% à 6305 FCFA) ont largement contribué à cette dynamique haussière du marché.

Suivant la même tendance, les indices BRVM 30 et BRVM Prestige ont glané respectivement 0,07% (à 112,90 points) et 2,58% (à 108,48 points).

Au cours de la semaine, les sociétés SIB CI et BOA MALI ont publié leurs rapports d'activités pour les trois premiers mois de l'exercice 2024. SIB CI a enregistré une hausse de 6% de son résultat net, atteignant 12,3 milliards FCFA, tandis que BOA Mali a vu son résultat net rester quasiment stable à 1,58 milliard FCFA, contre 1,57 milliard FCFA l'année précédente.

Cette semaine, le titre **BICI CI** a atteint la plus haute marche du podium avec une augmentation de 16,21% de son cours, atteignant 10 000 FCFA. L'action est bien accueillie sur le marché en raison des perspectives financières favorables de la société. Pour les trois premiers mois de l'année, le résultat net a connu une forte croissance de 244%, atteignant 6,5 milliards FCFA. En séance de hausses, le cours l'action a réussi à se bonifier de 42% et présente la 2^e meilleure croissance annuelle depuis le début de l'année près celle du titre SERVAIR ABIDJAN.

L'action **ORAGROUP** se positionne à la deuxième place des plus fortes hausses de la semaine avec une progression de 10,56%, atteignant 1990 FCFA. Cette performance hebdomadaire est attribuable à une augmentation de 24% du résultat net à fin mars, bien que ce dernier demeure déficitaire à 3 milliards FCFA.

Les titres **SOGB CI** (+8,6% à 3395 FCFA), **UNIWAX CI** (+6,67% à 400 FCFA) et **TOTAL SN** (+6,59% à 2345 FCFA) complètent le top 5.

AIR LIQUIDE CI enregistre la plus forte contreperformance de la semaine, avec une baisse de 10,07% de son cours à 580 FCFA. L'absence de publications financières récentes pourrait expliquer la méfiance des investisseurs envers ce titre. Depuis les résultats de l'année 2022, la société n'a pas diffusé de nouvelles informations.

L'action **ETI TG** se positionne en deuxième place des cinq plus grandes baisses, avec une diminution de 5,88% à 16 FCFA. La société a décidé de ne pas distribuer de dividendes pour l'année 2023, malgré des résultats excellents.

Les autres actions faisant partie des Flops 05 sont **VIVO ENERGY CI** (-5,80% à 730 FCFA), **CORIS BANK INT BF** (-3,84% à 10 000 FCFA) et **BOLLORE CI** (-3,84% à 1375 FCFA).

Le Niger devrait connaître une croissance économique de 10,6 % en 2024, contre 2,4 % en 2023, selon le FMI. Cette hausse est attribuée au début des exportations de pétrole, à la levée des sanctions après le coup d'État militaire et à une augmentation de la production agricole. Le Niger, riche en uranium, prévoit d'accroître sa production de pétrole de 20 000 à 110 000 barils par jour. Cependant, le FMI met en garde contre les risques liés à la situation sécuritaire et aux chocs climatiques. L'institution a salué les efforts du Niger pour améliorer la qualité des dépenses publiques et a conclu un accord de principe avec les autorités nigériennes pour des révisions du programme économique soutenu par la Facilité élargie de crédit et la Facilité de résilience et de durabilité, permettant au Niger de recevoir plus de 71 millions de dollars. Antonio David, chef de mission du FMI, a félicité le Niger pour ses progrès malgré les défis rencontrés.

Le Burkina Faso va bientôt construire un nouveau dépôt pétrolier pour un investissement de 81 milliards FCFA (123,5 millions d'euros). La nouvelle infrastructure comprendra un pipeline multi-produits, un centre de remplissage de bonbonnes de différentes capacités, et une zone de stockage de produits liquides d'environ 80 000 m³. Ce projet vise à renforcer les capacités de stockage de la Société nationale Burkinabè des hydrocarbures (SONABHY) afin de mieux gérer les approvisionnements et de répondre à la demande croissante. Selon plusieurs sources locales, le village de Katchéli, dans la région du Centre-Sud, accueillera ce projet, dont les travaux dureront deux ans. L'emplacement a été choisi pour optimiser la distribution et l'accessibilité des produits pétroliers dans tout le pays.

Légère hausse des prix de produits alimentaires au mois de mai

La hausse des prix des céréales et des produits laitiers n'a pas été compensée par la diminution des prix des huiles végétales et du sucre provoquant une légère augmentation de l'Indice FAO des prix des produits alimentaires à 0,9% en mai par rapport à avril. Cela marque la troisième hausse consécutive mensuelle.

L'indice FAO des prix des céréales a grimpé en mai de 6,3 % avec une augmentation à l'exportation de toutes les principales céréales, les prix du blé enregistrant la plus forte hausse. Cette nette augmentation mensuelle est essentiellement due à des craintes croissantes au sujet des conditions de culture défavorables pour les récoltes de 2024, lesquelles pourraient peser sur les rendements dans certaines des principales régions de production de plusieurs pays exportateurs majeurs, notamment dans certaines parties de l'Europe, en Amérique du Nord et dans la région de la mer Noire. En outre, les dégâts subis par les infrastructures portuaires de la mer Noire ont accentué la pression à la hausse sur les prix. Les prix du maïs à l'exportation ont également augmenté en mai, car la production suscite des inquiétudes en Argentine (où les cultures ont été endommagées à la suite de la propagation d'une maladie due à un spiroplasma) et au Brésil (du fait de conditions météorologiques défavorables) et parce que les ventes des agriculteurs sont restées limitées en Ukraine, dans un contexte de resserrement saisonnier des disponibilités et de forte demande mondiale. L'évolution des marchés du blé a également eu des retombées sur les prix du maïs.

Pour les céréales secondaires, les prix mondiaux de l'orge et du sorgho ont également monté en mai et l'indice FAO des prix de tous les types de riz a progressé de 1,3% en mai, principalement en raison d'une hausse des cours de l'Indica imputable au volume des ventes attendu à destination de l'Indonésie et du Brésil et à l'allègement de la pression de la récolte.

L'indice FAO des prix des huiles végétales a cédé 2,4%, le recul des cours de l'huile de palme a plus que compensé la hausse des cours des huiles de soja, de colza et de tournesol. Les prix internationaux de l'huile de palme ont fléchi pour le deuxième mois d'affilée en mai, car les récoltes dans les principaux pays producteurs de l'Asie du Sud-Est ont connu une hausse saisonnière dans un contexte de faiblesse prolongée de la demande mondiale à l'importation. En revanche, les prix mondiaux de l'huile de soja ont rebondi en mai, principalement en raison de l'accroissement de la demande dans le secteur des agrocarburants, en particulier au Brésil. Les prix de l'huile de tournesol et de l'huile de colza se sont, quant à eux, légèrement affermis, en grande partie sous l'effet, respectivement, de la diminution saisonnière des disponibilités exportables dans la région de la mer Noire et de la probabilité d'un resserrement de l'offre pendant la prochaine campagne (2024-2025).

L'indice FAO des prix du sucre a cédé 7,5% dans une troisième baisse mensuelle consécutive et tombe à son plus bas niveau depuis janvier 2023. La chute des prix s'explique principalement par le bon démarrage de la nouvelle campagne de récolte au Brésil, qui a bénéficié de conditions météorologiques favorables ayant contribué à l'amélioration des prévisions relatives à l'offre mondiale. L'accroissement des disponibilités exportables au Brésil et la baisse des prix internationaux du pétrole brut ont également accru la pression baissière sur les prix mondiaux du sucre.

L'indice FAO des prix des produits laitiers a progressé de 1,8 % avec une hausse de cours internationaux de tous les produits laitiers.

L'indice FAO des prix de la viande a légèrement fléchi (-0,2%). Les prix internationaux de la volaille et de la viande bovine ont reculé, contrairement à ceux de la viande porcine et de la viande ovine, qui ont augmenté.

Source : Commodity

OPPORTUNITÉS DU MARCHÉ

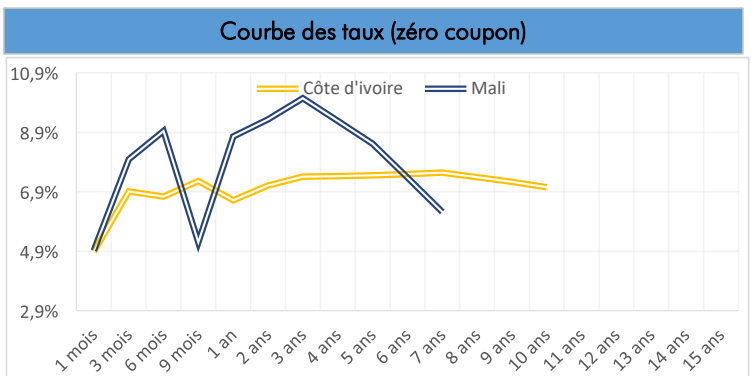
Marché monétaire (opérations du marché d'adjudication de la BCEAO pour la semaine à venir)

- Le 04-06-2024 : émission simultanée de la Côte d'Ivoire, deux BAT (03 mois et 12 mois) et deux OAT (03 ans au taux d'intérêt de 5,70% et 05 ans au taux d'intérêt de 5,90%) pour un montant de global 65 milliards FCFA
- Le 12-06-2024 : émission simultanée du Burkina, deux BAT (06 mois et 12 mois) et un OAT de 03 ans au taux d'intérêt de 6,15% pour un montant de global 25 milliards FCFA
- Le 13-06-2024 : émission simultanée du Bénin, deux BAT (03 mois et 06 mois) pour un montant de global 40 milliards FCFA

Marché primaire

Tableau récapitulatif des taux des émetteurs du Marché des Titres Publics (Taux zéro coupon)

Maturité	Benin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo
1 mois	5,97%	7,4%	4,9%		4,9%	5,3%	3,3%	
3 mois	5,97%	7,4%	4,9%		4,9%	5,3%	3,3%	6,9%
6 mois	7,29%	7,8%	6,7%	7,8%	8,0%	3,9%	5,7%	7,5%
9 mois	7,58%	9,1%	7,3%	9,4%	5,2%	8,2%	7,8%	5,1%
1 an	7,19%	8,5%	6,6%	8,8%	8,8%	7,8%	7,4%	7,8%
2 ans	7,22%	8,7%	7,1%	9,3%	9,3%	7,5%	6,4%	4,5%
3 ans	7,33%	9,1%	7,4%	10,0%	10,0%	7,0%	7,6%	7,7%
4 ans	6,97%	8,7%	7,4%	9,1%	9,3%	7,0%	7,6%	7,3%
5 ans	6,20%	7,6%	7,4%	8,3%	8,5%	6,6%	7,6%	7,8%
6 ans	5,79%	7,8%	7,5%	7,6%	7,4%	6,5%	6,4%	5,4%
7 ans	4,78%	7,1%	7,5%	6,9%	6,2%	6,5%	5,2%	6,0%
8 ans	5,02%	6,8%	7,4%				5,3%	5,9%
9 ans	5,06%	6,3%	7,2%				5,3%	5,8%
10 ans	5,10%	5,7%	7,1%				5,4%	5,6%
11 ans							5,5%	5,7%
12 ans							5,6%	5,8%
13 ans							5,7%	5,9%
14 ans							5,9%	6,0%
15 ans							6,0%	6,0%



LA FINANCE VERTE

Qu'est-ce que la finance verte ?

La Finance verte définit les actions et opérations financières favorisant la transition énergétique et la lutte contre le réchauffement climatique.

Elle s'inscrit dans des démarches d'investissement responsable (IR) ajoutant aux critères financiers des **critères environnementaux, sociaux** et de **gouvernance** (ESG).

La finance verte porte comme ambition de contribuer à la décarbonation de nos économies, au ralentissement du réchauffement climatique et au développement d'une économie durable pour l'environnement.

Pour répondre à ces objectifs, la finance durable s'appuie sur différents instruments et mécanismes tels que les **obligations vertes, les labels ISR**, les fonds verts agissant pour le développement d'investissements socialement responsables afin de lutter contre le changement climatique.

Définition d'une obligation verte

Lors de la COP21 en 2015, la France prend l'engagement d'émettre des obligations vertes. L'obligation verte, ou Green bond, représente un titre de dette émis sur un marché financier et destiné à participer au financement des projets de lutte contre le réchauffement climatique, de soutien à la transition énergétique, etc.

L'obligation verte a pour but de répondre à 4 objectifs environnementaux nationaux :

- La lutte contre le changement climatique
- La protection de la biodiversité
- La diminution de la pollution de l'eau, de l'air et du sol
- L'adaptation au changement climatique

Les outils de la finance verte

Au-delà des obligations vertes et des "green bonds principles" énoncés auparavant, il existe d'autres outils pour favoriser le financement de la transition écologique comme :

- le marché au carbone visant à allouer des « droits à polluer » pouvant être échangés sur un marché.
- le bonus-malus écologique (écopastille) a pour objectif d'augmenter le coût d'achat des voitures polluantes et alléger celui des voitures peu polluantes pour inciter l'achat.
- les placements et travaux verts permettant des avantages fiscaux, ou encore
- la taxe carbone.

Les enjeux de la finance verte

Il s'agit de **financer la transition écologique énergétique** et de sponsoriser des outils retardant le changement climatique. Pour mener à bien cette mission, le ministère de la transition écologique doit poser les bases d'un environnement commun à tous les acteurs, avec des règles identiques pour tous, des conditions précises, des labels uniques et identifiés, une transparence et traçabilité des fonds accessibles à tous etc.

Dans le même temps, les acteurs du secteur financier doivent veiller à verrouiller les projets très énergivores ou détruisant des écosystèmes en arrêtant de les financer, **en favorisant des investissements socialement responsables**.



BURKINA FASO : +226 25 33 14 85



CÔTE D'IVOIRE : +225 20 30 75 15



MALI : +223 20 70 59 00



TOGO : +228 22 20 82 82

Avertissement:

Les informations contenues dans le présent document sont fournies à titre indicatif et ne pourraient être considérées comme une incitation d'investissement. Elles ont été obtenues de sources considérées fiables mais ne peuvent pas être garanties quant à leur précision par notre SGI. Par conséquent, nous nous désengageons de toute responsabilité quant à l'inexactitude ou omission de certaines données.

